

La réussite de la lutte contre l'occupation israélienne exige le respect des droits humains par l'Autorité palestinienne



Les récentes arrestations par les services de sécurité de l'Autorité Palestinienne d'intellectuels, de militants associatifs et d'anciens prisonniers politiques (dans les geôles d'Israël) ont suscité une vague d'indignation chez les amis de la Palestine et un malaise qui les oblige à réagir.

Les images de militants connus et respectés, bousculés, parfois frappés et ensuite arrêtés ont été très choquantes et pourraient être graves de conséquences pour la cause palestinienne.

Pourtant, ces militants voulaient tout simplement manifester pacifiquement contre la politique de l'Autorité palestinienne ce qui est un droit fondamental dans un pays qui se veut démocratique et encore plus dans un pays sous occupation qui doit mobiliser ses citoyens pour faire face à celle-ci.

Ces personnes réclamaient une enquête sur la mort fin juin du militant Nizar Banat, alors qu'il était détenu par les forces de sécurité palestiniennes. Elles demandaient également de fixer un calendrier pour des élections législatives et présidentielles. Élections qui étaient prévues en Mai et Juillet puis reportées, provoquant ainsi une forte déception chez la population palestinienne qui était très enthousiaste pour le renouvellement des institutions palestiniennes.

Ces militants qui voulaient également que soit mis fin à la détention politique par l'AP pour créer un environnement sain favorisant la lutte contre l'occupation israélienne méritaient d'être écoutés et certainement pas d'être traités comme des délinquants.

Plusieurs de ces militants sont aussi nos partenaires de la société civile palestinienne. Ils jouissent d'une forte popularité chez la population et sont la boussole des mouvements de solidarité avec la Palestine.

Ils font un travail gigantesque dans la documentation des politiques d'occupation et de répression israéliennes et un travail remarquable dans la constitution et le renforcement de réseaux de solidarité.

Leur arrestation était une faute grave, ne pas les écouter serait encore pire.

Le Bureau national,

le 26 août 2021